Où va la France insoumise ?

Nous avons toujours critiqué le programme de la France insoumise (cf. notre critique de sa campagne présidentielle https://tendanceclaire.org/article.php?id=1175). En effet, la France insoumise, toute radicale qu'elle prétende être, refuse de s'en prendre à la racine du système capitaliste. Son anti-libéralisme – et donc son refus de l'anticapitalisme – est une impasse stratégique qui l'oblige, avant même d'avoir accédé au pouvoir, à faire d'immenses concessions à la classe dominante.

Malgré tout cela, la France insoumise incarne ou incarnait aux yeux d'une large partie de la population, une opposition crédible et radicale aux gouvernements UMP et PS qui se succédaient au pouvoir. Or aujourd'hui, elle autour de 8-9 % des intentions de vote dans les sondages, très loin du score de Mélenchon à la présidentielle (19,6%). Comment expliquer cette dégringolade alors que le rejet de Macron est à son maximum et que le mouvement des gilets jaunes devrait doper la France insoumise ? Suite au débat d'entre deux tours calamiteux de Le Pen, le FN est entré en crise. Un boulevard s'ouvrait pour la France insoumise, qui pouvait espérer incarner l'opposition à Macron. Pourtant, ce n'est pas le cas. La France insoumise est largement devancée par le FN, et désormais par les Républicains, au coude à coude avec les Verts. Nous y voyons deux explications majeures : l'incapacité à transformer la France insoumise en un parti démocratique et la renonciation au plan B de rupture avec l'UE et l'euro.

Ce qui a fait le succès de la France insoumise

Mélenchon a réalisé un score remarquable à la présidentielle, frôlant l'accession au second tour de la présidentielle (à 1,7 % près), qui aurait pu le conduire à une victoire face à Macron. La figure de Méléchon a bien sur été un atout, mais elle n'explique pas tout. L'explication est ailleurs : dans la capacité de la France insoumise à se doter d'un programme qui apparaissait comme crédible et désirable. Entre autres choses, la France insoumise a rompu avec le tabou de l'UE et de l'euro. Jusqu'alors, la gauche multipliait les promesses chimériques sur « l'Europe sociale » et refusait d'envisager la moindre rupture avec l'UE. Elle laissait alors le monopole du discours anti-UE à l'extrême-droite. Surtout, sa crédibilité était proche du néant, à partir du moment où tout projet de gauche était de façon évidente incompatible avec l'UE, qui a précisément été construite pour empêcher toute politique progressiste.

Après la tragédie grecque de 2015, Mélenchon a compris que ce discours n'était plus tenable. Alors que le PCF ou Hamon ont continué à affirmer qu'il ne fallait en aucun cas rompre avec l'UE (ils ont même continué à soutenir Tsipras!), Mélenchon a rompu avec Tsipras et le congrès du parti de gauche de 2015 a conçu une nouvelle stratégie, celle de la dialectique du plan A (on cherche à changer les traités) et du plan B (si on n'y arrive pas, on rompt avec l'UE et avec l'euro). La gauche bien pensante lui est tombée dessus, mais cette stratégie lui a permis de récupérer une partie significative du vote des catégories populaires, et de faire baisser le FN (qui culminait à 25 % lors des élections européennes et régionales de 2014).

Sa dialectique du plan A / plan B était en fait un subtil compromis entre les partisans d'une réforme de l'UE et les partisans de la rupture. Les plus « europhiles » de la France insoumise insistaient sur la crédibilité et la probabilité du plan A, alors que d'autres n'hésitaient pas à assumer le plan B. Plus l'élection de 2017 approchait, plus Mélenchon se focalisait sur le plan A, ce qui préparait l'abandon du contenu du plan B après l'élection.

La France insoumise abandonne son plan B

Officiellement, la dialectique du plan A / plan B est maintenue. Mais le plan B n'est plus la rupture avec l'UE et l'euro. C'est « on applique notre politique même si les autres pays ne sont pas d'accord…. sans sortir de l'UE et de l'euro ». Le problème est qu'il est impossible de « désobéir » tout en restant dans l'UE et l'euro. Si la BCE décide (comme en Grèce) d'asphyxier un pays, que signifie la désobéissance sans sortie de l'euro ? Il n'y a que deux alternatives : soit le respect des règles de l'UE, soit la sortie.

Dans une toute récente interview au journal Libération, à un propos de Joffrin qui dit : « On peut discuter à l'intérieur du cadre général sans quitter l'Union. On peut réformer les traités », Mélenchon répond : « C'est ce que j'appelle sortir des traités » (plan B).

Autrement dit, Mélenchon a abandonné toute perspective de sortie de l'UE et de l'euro, y compris comme menace. Son choix a été dicté par sa volonté d'attirer à lui des secteurs de la gauche européiste comme la gauche du PS, tel Emmanuel Maurel, en position éligible sur la liste France insoumise des européennes, qui a récemment déclaré que « l'objectif de la France insoumise est de sauver l'Union européenne » ! (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=34166). D'où également le choix de Manon Aubry, ex présidente d'une ONG (Oxfam France) qui a longtemps hésité entre Hamon et Mélenchon… Ce tournant européiste est en outre à contretemps puisqu'il a tout juste précédé le mouvement des gilets jaunes qui exprime une volonté de récupérer toute la souveraineté (contre les institutions nationales et européennes qui limitent cette souveraineté) et qui rejette tous les appareils de la gauche institutionnelle et collaboratrice. Il est notamment une conséquence de l'énorme campagne anti Brexit qui a eu lieu en France. Toute la bien-pensance politique s'est coalisée pour nous expliquer comment l'Angleterre courrait à sa perte, au repli sur soi, au racisme et à la faillite.

La question européenne est importante en soi, mais elle est aussi et surtout un révélateur du degré de radicalité d'un programme de gauche. Renoncer à la rupture avec l'UE, c'est renoncer à vouloir réellement se donner les moyens de mettre en œuvre son programme, aussi modéré soit-il. En 1983, l'abandon de toute velléité réformiste un peu ambitieuse du PS a été de pair avec le maintien dans le système monétaire européen et l'acceptation de toutes les règles de la CEE. Le tournant de la rigueur s'est faite au nom du respect de « l'impératif européen » placé au-dessus du respect des engagements pris en 1981 devant le peuple.

Quand la gauche s'engage à rester quoi qu'il arrive dans le carcan européen, elle renonce à ses ambitions et écœure les travailleurs. Elle fait le jeu de l'extrême-droite qui prospère sur ces renoncements et peut incarner seule l'opposition à l'UE. Au Royaume-Uni, les négociations de Corbyn avec May pour piétiner les résultats du référendum du Brexit renforcent l'extrême-droite qui, à partir de cette question précise, risque de gagner ses électeurs au reste de son programme, xénophobie incluse. Les travailleurs et travailleuses perdent toute leur confiance dans les partis de gauche quand ils se montrent beaucoup plus fidèles au grand patronat et aux lobbies européens qu'à leur base.

La France insoumise : un mouvement « gazeux » et une direction invisible

Après la présidentielle, Mélenchon aurait pu transformer la France insoumise en un parti pluraliste et démocratique. Il ne l'a pas fait et a construit un mouvement aussi peu démocratique qu'En Marche. Quand on prétend construire une société plus démocratique, on commence par avoir un fonctionnement interne démocratique, où les désaccords se règlent par le débat et le vote. A défaut, les conflits se règlent par des ruptures violentes (on l'a vu avec Thomas Guénolé récemment). En outre, alors que la France insoumise soutient les gilets jaunes, on ne peut qu'être frappé par le décalage entre l'aspiration démocratique des Gilets jaunes et le repoussoir que constitue la France insoumise, organisée de façon « gazeuse » autour de son chef et de ses proches cooptés.

En finir avec le capitalisme et l'Union européenne !

La gauche réformiste est aujourd'hui en recul partout en Europe. Dans un contexte de crise, son programme keynésien n'est pas crédible. Il l'est d'autant moins quand cette gauche renonce à toute idée de rupture avec l'UE. Cette faiblesse stratégique et programmatique se double d'un « déficit » démocratique qui montre les limites de mouvements tels que la « France insoumise » ou « Podemos » qui sont organisés comme des groupes de supporters autour d'un leader charismatique. Ce recul de la gauche réformiste profite partout en Europe à l'extrême droite, qui incarne souvent la principale opposition aux forces de l'extrême-centre néolibérales.

L'extrême gauche est également dans un triste état. La campagne consternante de

Lutte ouvrière, figée dans son communisme millénariste et passéiste, est un repoussoir. Le NPA est également incapable de tirer les leçons de son échec qui tiennent notamment à l'absence d'un programme ambitieux et crédible de sortie du capitalisme (et au refus de chercher à en élaborer un !) et au suivisme à l'égard des directions syndicales et de l'intelligentsia antilibérale.

Les gilets jaunes n'ont pas peur de la radicalité, mais il manque aujourd'hui une force politique qui donne du sens, une cohérence, et une stratégie, à ce désir d'en finir avec ce système pourri et avilissant. C'est ce que le NPA devrait être mais qu'il n'est pas, d'où notre combat pour une transformation profonde du NPA, pour en faire un parti communiste révolutionnaire, autogestionnaire, vivant et pluraliste.

Gaston Lefranc, le 9 mai 2019